

Bibliothèques du ministère de la Culture en danger : BNF, BPI, BSI : mêmes attaques, même combat

Les 3 bibliothèques sous tutelle du ministère de la Culture, la Bibliothèque Nationale de France, la Bibliothèque Publique d'Information et la Bibliothèque des Sciences et de l'Industrie (au sein de la Cité des Sciences et de l'Industrie) sont confrontées aux mêmes problèmes : des budgets en baisse et des suppressions de postes continues, qui fragilisent nos missions et aggravent les conditions de travail des agents.

A la BnF, Bibliothèque nationale de France

Depuis plusieurs années, la Bibliothèque nationale de France subit une politique d'austérité draconienne, qui s'est traduit en particulier par la perte de près de 150 postes depuis 2009. Cette cure de rigueur s'est encore aggravée en 2013, avec la suppression de 59 postes en équivalent temps plein et la baisse de la subvention du Ministère de la culture de 4 millions d'euros, à laquelle s'est ajouté un gel de crédit pour atteindre une diminution de 7 millions d'euros du budget de la BnF.

Les conséquences de ces mesures sont multiples :

- Réorganisations constantes de services pour supprimer des postes tout en multipliant les tâches.
- Equipes en sous-effectif, ne pouvant pas faire face à la charge de travail et aux pressions, ce qui entraîne fatigue, stress, arrêts-maladies, souffrance...
- Précarité accrue, avec la multiplication de contrats de courtes durées à temps incomplet sur des besoins qui sont en fait permanents.
- Une remise en cause profonde des missions de la BnF qui sont toutes touchées par les coupes budgétaires : catalogage, acquisitions, conservation, accueil et services aux publics...
- Une marchandisation et une privatisation rampante de la BnF, de ses locaux, de ses collections, afin de trouver des ressources propres, avec par exemple la location longue durée d'espaces à MK2 pour installer des salles de cinéma et la mise en place d'une filiale de droit privé pour vendre sur internet des collections patrimoniales publiques numérisées.

Cette politique de casse de la BnF, non seulement remet directement en cause les conditions de travail et les métiers de ses agents, mais elle dégrade aussi fortement le service public rendu aux usagers-ères qui la fréquentent.

A la BPI, Bibliothèque publique d'information

La Bibliothèque Publique d'Information au Centre Pompidou est fréquentée par plus de 5 000 lecteurs/trices chaque jour. Elle est gratuite, ouverte à tous, jusqu'à 22 h, dimanche et jours fériés compris, et continue à offrir la plus grande collection de documents en accès libre de France.

Mais elle subit aussi la politique d'austérité appliquée par le gouvernement, comme l'ensemble de la Fonction publique d'état, territoriale et hospitalière. Comme déjà dans d'autres secteurs (Education nationale, Poste, EDF, télécommunications, transports...), cela signifie la détérioration organisée des services rendus au public, ouvrant la voie à la privatisation des activités les plus profitables, à la disparition de nombreuses autres.

Ainsi, il a déjà pu être constaté que les conditions d'accueil se dégradent (accès internet aléatoire, pannes informatiques répétées, appareils en panne...etc.).

De même, le nombre d'agent est passé de 254 à 234. C'est donc 20 postes qui ont disparu. Comment croire qu'il est possible d'offrir un meilleur service public avec moins de professionnels et moins de moyens ?

Comment faire le même travail, voire plus, en étant moins nombreux, alors que 90 vacataires à mi-temps renforcent déjà en permanence les équipes ? Comment continuer à ouvrir tous les jours, jusqu'à 22 h, week-end et jours fériés compris avec plusieurs dizaines de postes en moins ?

Les bibliothèques ont besoin de personnels dont la qualification soit reconnue, présents sur tout le territoire et non de salariés corvéables à merci, de solidarité et non de concurrence, de stabilité et non de précarité, de sens des responsabilités et non de docilité, d'indépendance et non de soumission aux intérêts particuliers.

A la BSI, Bibliothèque des sciences et de l'industrie de La Villette

L'existence même de la BSI est menacée avec une baisse drastique du budget des acquisitions et une baisse du nombre d'agents.

Le Conseil d'administration d'Universcience a de plus adopté début octobre un plan d'action pour l'établissement afin de répondre aux injonctions ministérielles. En effet, un rapport de l'inspection générale du ministère de la Culture et du ministère de l'Enseignement Supérieur rendu public début septembre indique : « *La réduction annoncée pour les trois années 2013, 2014 et 2015 de la subvention de l'État ainsi que la montée régulière des charges fixes de fonctionnement créent en particulier un redoutable effet de ciseaux : la préparation du budget 2014 et des budgets ultérieurs s'annonce ainsi très difficile* ».

Ce rapport préconise en particulier de redéfinir la bibliothèque comme lieu de ressources et de services de type « learning center », de redéfinir la politique documentaire en la concentrant sur des pôles d'excellence et de développer l'usage du numérique afin d'aboutir à une reconfiguration à la baisse des surfaces de la bibliothèque, qui serait actuellement trop importantes par rapport aux besoins d'une bibliothèque modernisée.

Le rapport indique également que puisque l'activité de la BSI baisse depuis plusieurs années (à cause de la cure d'austérité), elle est donc aujourd'hui considérée comme étant en *sureffectif* et qu'il conviendrait de supprimer 100 postes ETP sur 3 ans dans tout l'établissement Universcience (sur 1 200).

Face à cette politique d'austérité brutale et de régression du service public, qui touchent les trois bibliothèques, nos organisations syndicales ont décidé de réagir en commun au mois de juin avec :

- L'élaboration d'une plate-forme revendicative demandant la préservation de l'ensemble des missions, l'arrêt des suppressions de postes ainsi que l'arrêt des baisses de subventions, qui a été adoptée par des assemblées générales des trois bibliothèques.
- Une demande de rendez-vous au ministère de la Culture pour faire part de nos critiques et surtout de nos revendications. Lors de celui-ci, les représentants du ministère ont dit qu'ils ne pouvaient pas répondre positivement à nos revendications, mais qu'une nouvelle rencontre aurait lieu à l'automne.

Les annonces budgétaires 2014 faites par le ministre de la Culture sont d'ores et déjà désastreuses.

Si nous n'agissons pas, les budgets vont continuer à baisser, nos conditions de travail vont se dégrader, la précarité et le sous-effectif vont s'accroître et nos missions de service public vont disparaître.

Il est donc nécessaire de continuer à se mobiliser et à agir ensemble, au niveau de nos bibliothèques et du ministère de la Culture, pour défendre et développer le service public.

Non à l'austérité ! Non aux baisses de budgets ! Non aux suppressions de postes !

**Mobilisons-nous pour porter à nouveau nos revendications au
ministère de la Culture !**